



POUVOIR ADJUDICATEUR
(organisme contractant)

CAF DE LA SEINE-SAINT-DENIS
52 RUE DE LA REPUBLIQUE
93000 BOBIGNY

(ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE DE LA GESTION D'UN SERVICE PUBLIC)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

OBJET DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT N°05/2025

PRESTATIONS DE NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX DE LA CAF DE LA SEINE-SAINT-DENIS

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE PASSE PAR APPEL D'OFFRES RESTREINT EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES R 2124-2, R.2161-1 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Date d'établissement : 27/06/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 : OBJET	4
ARTICLE 3 : REGLEMENTATION – CONDITIONS JURIDIQUES DE L’ACCORD-CADRE	4
3.1 : REGLEMENTATION	4
3.2 : CONDITIONS JURIDIQUES DE L’ACCORD-CADRE	5
3.2.1. Allotissement	5
3.2.2. Forme de l’accord-cadre	5
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE	5
4.1 : PIECES PARTICULIERES	5
4.2 : PIECES GENERALES	6
4.3 : EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 5 : DATE D’EFFET - DUREE DE L’ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 6 : CONTENU DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 7 : LOCAUX CONCERNES	7
ARTICLE 8 : MODALITES D’EXECUTION	7
8.1 : MODE DE PASSATION DES COMMANDES	7
8.2 : MODIFICATION EN COURS D’EXECUTION	7
8.3 : CONTENU DES BONS DE COMMANDE	7
8.4 : PROJET D’ORGANISATION	8
8.5 : EVALUATION ANNUELLE DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 10 : REPRISE DU PERSONNEL	9
ARTICLE 11 : CONDITIONS DE TRAVAIL	10
11.1 : ENCADREMENT DU PERSONNEL	10
11.2 : PERSONNEL D’EXECUTION	10
11.2.1 : Dispositions d’ordre général	10
11.2.2 : Comportement du personnel	11
11.2.3 : Changement de salariés affectés aux prestations	11
ARTICLE 12 : PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE - HYGIÈNE ET SÉCURITÉ	11
12.1 – MESURES D’ORDRE SOCIAL	11
12.2 – MESURES PARTICULIERES D’HYGIENE ET DE SECURITE	12
12.3 – CONSIGNES EN CAS D’ARRET DE TRAVAIL	12
ARTICLE 13 : OBLIGATIONS RECIPROQUES	12
ARTICLE 14 : DÉLAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE	13
ARTICLE 15 : PENALITES	13
ARTICLE 16 : CONDITIONS FINANCIERES	15
16.1 – CONTENU DES PRIX	15
16.2 – PRESTATIONS DANS LE CADRE DU FORFAIT	15
16.3 – PRESTATIONS HORS FORFAIT	16
16.4 – REVISION DES PRIX	16
16.5 – CLAUSE BUTOIR	17
ARTICLE 17 : LIQUIDATION DES DEPENSES	17
17.1 : FACTURATION	17
17.2 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	17
17.3 : MODALITES DE PAIEMENT	18
17.4 : TAXES 18	
ARTICLE 18 : RESPONSABILITE – ASSURANCE	18

SOMMAIRE
suite

ARTICLE 19 : SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	19
ARTICLE 20 : RESILIATION	19
ARTICLE 21 : REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	19
ARTICLE 22 : CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	21
ARTICLE 23 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	21
ARTICLE 24 : DECLARATIONS REGLEMENTAIRES	21
ARTICLE 25 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL	21
ARTICLE 26 : LANGUE	22
ARTICLE 27 : LITIGES	22
ARTICLE 28 : DEROGATIONS	22

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- **D'une part, la Caf de la Seine-Saint-Denis**, (Caf 93), dont le siège social est situé au 52 rue de la République, 93000 BOBIGNY, désignée dans le marché par l'expression « l'Organisme contractant » ou « le Pouvoir Adjudicateur ». L'Organisme contractant est représenté à la signature de l'accord-cadre et pour tout Avenant éventuel par son Directeur Général ou son délégué.

Les règlements des sommes dues, au titre de l'accord-cadre, sont assurés par le Directeur Comptable et Financier pour les prestations qui le concernent, auquel doit être signifiée toute opposition éventuelle. La conduite, la vérification et la réception des prestations, sont assurées par chacun des membres pour son propre compte.

Pour la conduite, la vérification et la bonne exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur est représenté par le responsable du Service Maintenance Interventions Sécurité Sûreté relevant du département des ressources internes de l'organisme contractant ou son représentant.

- **D'autre part, l'entreprise, Titulaire de l'accord-cadre**, désignée dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) par l'expression « le Titulaire » ou « le prestataire ».

ARTICLE 2 : OBJET

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) fixe les conditions de l'accord-cadre à bons de commande que l'organisme contractant entend passer pour **des prestations de nettoyage, d'entretien et de désinfection destinés aux locaux de ses principaux sites implantés dans le département de la Seine-Saint-Denis, y compris la vitrerie, ainsi que l'approvisionnement régulier des sites en fournitures et consommables sanitaires.**

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) a pour objet de compléter l'Acte d'Engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent accord-cadre. La description des prestations est indiquée au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) de l'accord-cadre.

L'accord-cadre passé implique une **obligation de résultat pour les prestations exécutées**.

En outre, l'exécution des prestations se fera dans le respect de l'environnement humain, matériel et naturel.

ARTICLE 3 : REGLEMENTATION – CONDITIONS JURIDIQUES DE L'ACCORD-CADRE**3.1 : REGLEMENTATION**

La présente procédure est passée sous la forme d'une procédure **d'appel d'offres ouvert européen**, conformément aux articles R.2124-2, R.2161-1 à R.2161-5 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le présent accord cadre est passé en application de l'article L124-4 du Code de la Sécurité sociale, de l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés des organismes de sécurité sociale et des dispositions du Code de la Commande publique. Il est régi par référence aux Cahiers des Clauses Administratives Générales et Techniques applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G.F.C.S.) (Arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021).

3.2 : CONDITIONS JURIDIQUES DE L'ACCORD-CADRE**3.2.1. Allotissement**

La procédure n'est pas divisée en lots. En effet, en application des dispositions de l'article L2113-10 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018, l'acheteur a décidé de ne pas allouer la procédure, l'objet de l'accord-cadre ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, en raison de leur nature même (tâches de nettoyage courant identiques sur tous les sites).

Par ailleurs, un allotissement selon une répartition géographique entre sites principaux et secondaires entraînerait un grave déséquilibre financier entre les attributaires, compte tenu de la faible superficie des sites secondaires et de leur nombre de plus en plus restreint.

3.2.2. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commandes, mono attributaire, passé avec un minimum et maximum fixés comme suit =

- minimum = 50 000 € HT ;
- maximum = 2 600 000 € HT ;

L'accord-cadre, fixant toutes les stipulations contractuelles, sera exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article 8 du CCAP. L'émission des bons de commande pourra intervenir jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessous, exprime les obligations contractuelles des parties.

4.1 : PIECES PARTICULIERES

Les pièces particulières constitutives de l'accord-cadre comprennent par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement du Titulaire (référéncé AE AOO n° 05/2025) et ses deux annexes (annexe 1 bordereau de prix, et, annexe 2 questionnaire technique) avec, éventuellement, les engagements complémentaires souscrits au cours ou au terme de la période de mise au point, signé par le titulaire de l'accord-cadre et également signé par le représentant du pouvoir adjudicateur,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P, référéncé AOO n°05/2025), dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P, référéncé AOO n°05/2025), et ses trois annexes (annexe 1 relative aux modalités de contrôle des prestations, annexe 2 relative au tableau des tâches de nettoyage et annexe 3, relative à la liste du personnel à reprendre), dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi.
- Les bons de commande émis par les organismes,
- Le mémoire technique du titulaire, s'il en a remis un.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

4.2 : PIECES GENERALES

Il s'agit des pièces générales suivantes :

- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie législative du code de la commande publique,
- Le Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie réglementaire du code de la commande publique,
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018), portant règlement sur les marchés publics passés par les Organismes de Sécurité Sociale,
- Le Cahier de Clauses Administratives Générales Particulières applicable aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G.F.C.S.) visé à l'article 3.1.
- Les normes et règlements en vigueur.

4.3 : EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre et qui ne figureraient pas dans les pièces listées à l'article 6.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date d'effet, reconductible tacitement trois (3) fois pour une nouvelle période d'un (1) an, sans dépasser 48 mois.

Si la Caf de la Seine Saint Denis en tant que coordonnateur du groupement décide de ne pas renouveler l'accord cadre, elle en informe le titulaire par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, moyennant un préavis de deux (2) mois.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

Par ailleurs, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 20 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

ARTICLE 6 : CONTENU DES PRESTATIONS

Le Titulaire s'engage à réaliser dans le cadre du présent accord-cadre les prestations de nettoyage, entretien et désinfection des locaux de la Caf de la Seine-Saint-Denis, telles qu'elles sont fixées dans les documents constitutifs de l'accord-cadre.

Le détail des prestations à réaliser, leur périodicité et leurs modalités d'exécution sont fixées au C.C.T.P.

ARTICLE 7 : LOCAUX CONCERNES

Les prestations sont destinées aux locaux des sites principaux de l'organisme dont les adresses figurent au CCTP. Cette liste des locaux connus au moment de la consultation pourra faire l'objet de modifications en cours d'exécution de marché par retrait ou adjonction de locaux à entretenir par bons de commande émis dans le cadre de l'exécution du présent marché (cf. article 8.2 ci-après).

ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION**8.1 : MODE DE PASSATION DES COMMANDES**

L'émission des bons de commande s'effectuera après notification de l'accord-cadre, au fur et à mesure des besoins, par le **Département Achats-Marchés de la Caf de la Seine-Saint-Denis**.

En ce qui concerne la réalisation des **prestations forfaitaires répétitives** (quotidiennes, hebdomadaires, mensuelles, etc,) **la notification du marché fait office de bon de commande**.

En ce qui concerne **les prestations hors forfait** à la demande, elles feront l'objet d'un bon de commande, émis en fonction des besoins de l'Organisme, à partir des prix unitaires figurant sur le bordereau de prix joint à l'acte d'engagement, ou après acceptation d'un devis pour les prestations ne figurant pas sur ledit bordereau.

Les bons de commande concernant des nouvelles demandes de prestations **seront à exécuter dès le lendemain du jour de la réception de la notification**, sauf stipulations différentes.

8.2 : MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION

L'Organisme contractant **pourra mettre fin à l'exécution de tout ou partie des prestations** faisant l'objet d'un bon de commande (notamment en cas de suppression d'un local, suppression d'un étage, ou suppression de tâches à exécuter, réduction de la fréquence de nettoyage en raison d'une moindre fréquentation des locaux en raison du développement du télétravail, ...), à tout moment, par courrier électronique, et ce, moyennant un préavis de **huit (8) jours**.

Le titulaire sera réputé l'avoir accepté s'il n'a pas formulé de réserves suivant la réception de ladite décision. **Le coût forfaitaire pour le local concerné sera revu à la baisse compte tenu de ces suppressions/modifications sous un délai de 8 jours**.

8.3 : CONTENU DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commandes comporteront les mentions générales suivantes :

- Les nom et adresse du prestataire,
- Le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement,
- Les références de l'accord-cadre et du Bon de commande,
- Le prix horaire ou forfaitaire en vigueur au jour de la commande,
- Le taux et le montant de la T.V.A.

Les bons de commande porteront la signature (dématérialisée) du représentant de la Caf. Aucune prestation ne sera rémunérée si elle n'a pas fait l'objet d'une commande, et si celle-ci n'émane pas directement de l'organisme contractant.

8.4 : PROJET D'ORGANISATION

Le titulaire du marché devra fournir un projet d'organisation, dans les délais fixés à l'article 14 du présent document, comprenant les renseignements suivants :

- Le nombre de salariés affectés aux prestations par site, leurs qualifications, ancienneté et coefficient de rémunération, leur qualité de travailleur handicapé le cas échéant,
- Le nom et la qualification de la personne chargée de l'encadrement (interlocuteur pour le suivi global du marché),
- Le nom et la qualification de chacun des chefs d'équipe sur les différents sites (interlocuteurs terrain),
- La liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement, par site. Cette liste sera tenue à jour.

8.5 : EVALUATION ANNUELLE DES PRESTATIONS

La qualité des prestations sera évaluée une fois par an par le service prescripteur dans le cadre du suivi qualité de ses prestataires mis en place par l'organisme contractant, dans un objectif d'amélioration continue de la qualité. Le résultat de l'évaluation sera restitué par mail au Titulaire. Le prestataire devra en tenir compte pour apporter si nécessaire les mesures correctives adéquates.

ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE**9.1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE**

La sous-traitance n'est autorisée que pour les prestations suivantes :

- Nettoyage des façades, des vitres, enseignes et gros travaux.

Toute demande de sous-traitance concernant d'autres prestations sera automatiquement rejetée.

Le Titulaire de l'accord-cadre qui envisage de sous-traiter l'exécution d'une ou de ces prestations devra en faire la demande.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- . la nature des prestations sous-traitées,
- . le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- . le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- . les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- . les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (effectifs, moyens techniques, liste des principales références effectuées au cours des trois dernières années, preuve d'une assurance des risques professionnels, chiffres d'affaires, etc.).

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du décret du 03 décembre 2018 portant code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

9.2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-TRAITANTS

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution. Le sous-traitant ne peut renoncer au paiement direct.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme contractant au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme contractant accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme contractant.

En cas d'accord, le Titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance.

Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme contractant procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme contractant informe le Titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 10 : REPRISE DU PERSONNEL

En application de l'article L 1224-1 du code du travail et de la Convention nationale des entreprises de propreté, le titulaire s'engage à assurer la continuité des contrats de travail des salariés au marché, dans les conditions prévues par ces textes. Le non-respect de ces dispositions conventionnelles constitue un motif de résiliation du marché sans indemnité, conformément à l'article 41 du C.C.A.G.F.C.S.

Les informations spécifiques sur le personnel à reprendre, établies au jour du lancement de la consultation, figurent en annexe au présent C.C.A.P.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à communiquer **sous 8 jours** au pouvoir adjudicateur dès que celui-ci en fait la demande, la masse salariale que représente le personnel affecté aux prestations objet du marché, comportant les éléments de rémunération, de qualification du personnel en poste (date d'entrée, date d'ancienneté, qualification, coefficient, nature du contrat, salaire de base, primes, indemnités, frais d'entretien des tenues). À défaut, il s'expose à une pénalité de **400 €** par jour de retard. Cette pénalité sera appliquée sans mise en demeure dès lors que l'information n'aura pas été communiquée dans le délai imparti.

L'Organisme contractant n'étant pas à l'origine des informations transmises par le titulaire sortant, celles-ci ne sauraient engager sa responsabilité.

ARTICLE 11 : CONDITIONS DE TRAVAIL

11.1 : ENCADREMENT DU PERSONNEL

Le **responsable de l'encadrement** est présent sur le site sur convocation du pouvoir adjudicateur et participe aux réunions de suivi avec le représentant de l'organisme. Il est chargé de :

- l'organisation du travail,
- de la préparation et du suivi des prestations,
- de la prise en compte des doléances de l'organisme,
- de la discipline du chantier et du personnel,
- du respect des objectifs qualitatifs définis dans le C.C.T.P.

11.2 : PERSONNEL D'EXECUTION

11.2.1 : Dispositions d'ordre général

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à **une visite médicale d'embauche tout nouvel agent**, avant sa prise de fonction. Il soumettra, d'autre part, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur. Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique seront consignées par le titulaire sur un registre spécial.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives et réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. Le personnel affecté sur les sites et le personnel de remplacement devra avoir la formation nécessaire à l'exécution des prestations prévues au marché. La formation concernera la base des techniques de nettoyage et des caractéristiques des produits de nettoyage qu'ils seront amenés à utiliser ainsi que les instructions nécessaires en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement.

Le personnel de l'Entreprise devra faire preuve durant son activité et lors de l'utilisation de matériel affecté aux prestations, **d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du personnel** de la Caf de la Seine-Saint-Denis qui pourrait se trouver dans ces locaux pendant l'exécution du nettoyage.

Les personnels déployés par le titulaire doivent permettre de réaliser l'ensemble des prestations forfaitaires prévues, quelle que soit la périodicité. S'il est constaté au cours du marché que ces moyens sont insuffisants (mauvaise évaluation du Titulaire), le Titulaire devra adapter lesdits moyens (augmentation des effectifs) sans qu'aucun supplément de prix ne puisse lui être accordé.

11.2.2 : Comportement du personnel

Le personnel de la société titulaire devra faire preuve durant son activité d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers ainsi que du personnel de l'Organisme contractant qui pourrait se trouver au travail dans ces locaux pendant l'exécution des prestations de nettoyage.

L'agent devra impérativement respecter les consignes qui lui seront données par son responsable.

La consommation de boissons alcoolisées dans les locaux de l'Organisme contractant est strictement interdite durant l'exécution des prestations. Il est interdit de fumer et de vapoter dans l'ensemble des lieux fermés ou couverts relevant de l'Organisme contractant conformément au décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006.

L'utilisation des postes téléphoniques est strictement limitée aux seuls besoins professionnels. En cas d'abus constaté, l'Organisme contractant se réserve le droit de facturer au Titulaire toutes les communications que ses préposés auraient passées à des fins personnelles.

L'utilisation d'un téléphone portable personnel pour des appels d'ordre privé doit être limité à des cas d'urgence ou être de très courte durée. En aucun cas l'agent ne peut utiliser son téléphone de façon continue pendant l'exécution de ses tâches.

Le Titulaire s'engage enfin à réaliser les prestations prévues au présent marché **dans le strict respect du principe de neutralité**. Il s'engage en outre à ne pas avoir pour vocation la diffusion d'idées à caractère politique, syndical, confessionnel, prosélyte, ou sectaire. Il s'engage à respecter la **charte de la laïcité** de la Branche Famille adoptée par le Conseil d'administration de la CNAF le 1^{er} septembre 2015 affichée dans les locaux de la CAF et dont une copie lui sera remise.

11.2.3 : Changement de salariés affectés aux prestations

Pendant toute la durée d'exécution des obligations découlant du marché, **l'Organisme contractant se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations** et en particulier en cas de non-respect des consignes et/ou du contrat, de qualification ne correspondant pas présent CCTP ou de comportement inadapté vis-à-vis des tiers ainsi que du personnel de l'Organisme contractant, et ce sans que la décision de l'Organisme ait à être justifiée.

Un nouvel agent formé (par le titulaire) devra être proposé et prendre le poste dans les 48h suivant la demande de l'organisme. En cas de défaillance, des pénalités seront appliquées.

Avant la prise de poste d'un nouvel agent, le Titulaire devra communiquer 48 h avant à l'organisme, tous les documents permettant la validation de ce dernier par la Caf (copie de la pièce d'identité, CV, expérience...). Cet agent aura été formé à la prestation attendue sur le site (par le titulaire), et sera accompagné le premier jour de présent par le responsable d'exploitation. En cas de non-transmission de ces documents le nouvel agent ne pourra être autorisé à sa prise de poste.

Par ailleurs, tout changement de salariés affectés aux prestations intervenant en cours d'exécution du marché à l'initiative du Titulaire sera communiqué immédiatement à l'organisme contractant.

ARTICLE 12 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE - HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

12.1 – MESURES D'ORDRE SOCIAL

Pour les mesures d'ordre social, il est fait application de la réglementation en vigueur, conformément aux dispositions de l'article L 5212-1 du Code du Travail. S'agissant de la protection de la main d'œuvre, les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

En outre, le Titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la Convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la Convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la Convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la Convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la Convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la Convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le Titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande de la personne publique, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

12.2 – MESURES PARTICULIERES D'HYGIENE ET DE SECURITE

Le titulaire demeure responsable de ses propres dispositifs de sécurité. Il devra doter le personnel d'exécution de vêtements de travail et de matériels de protection appropriés individuels et collectifs, conformes à la réglementation. En outre, tous les agents en activité devront porter en permanence un badge spécifique de leur fonction avec le nom de leur entreprise.

Par ailleurs, le prestataire devra transmettre les **attestations de formation au nettoyage** des agents dédiés à l'Organisme.

Le Titulaire soumettra son personnel aux dispositions des articles R 4512-6 à R 4512-11 du Code du Travail. Il participera à la mise en œuvre du plan de prévention prévu à l'article R 4512-7 du Code du Travail et à l'inspection commune et préalable des lieux d'exécution des opérations.

Le Titulaire devra fournir les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront exigés pour la circulation de son personnel dans les locaux de l'Organisme contractant et ce, quarante-huit (48) heures avant l'arrivée du personnel concerné sur le site.

12.3 – CONSIGNES EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu en tout état de cause d'assurer **a minima** les prestations définies ci-après, indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments :

- Nettoyage et approvisionnement des blocs sanitaires,
- Ramassage et enlèvement des déchets dans les zones accessibles au public,
- Collecte et vidage des poubelles dans les containers prévus à cet effet.

ARTICLE 13 : OBLIGATIONS RECIPROQUES

13.1 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Dans le respect des normes en vigueur et des règles de l'Art, le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour exécuter l'ensemble des prestations qui lui sont demandés, notamment :

- Avoir une organisation adéquate permettant d'assurer les obligations de service auxquelles il est tenu par le marché,

- Assurer une permanence téléphonique et d'intervention dans les délais fixés au présent marché,
- Mettre à disposition des ressources compétentes,
- Garantir une grande rapidité d'exécution et d'intervention,
- Assister et conseiller l'Organisme pour l'exploitation en dehors des opérations prévues au présent marché,
- Prendre en compte des objectifs de développement durable.

L'attention du Titulaire est attirée sur la nécessité de faire respecter un impératif de discrétion et de confidentialité absolue quant aux informations que son personnel aurait à connaître, même involontairement, à l'occasion de ses interventions. En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels le Pouvoir Adjudicateur ou la personne affectée peut prétendre.

13.2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME CONTRACTANT

L'Organisme contractant s'engage à :

- Permettre au personnel du Titulaire, l'accès à ses locaux aux heures déterminées d'un accord commun,
- Mettre à la disposition les informations utiles à la réalisation de l'intervention, dans les meilleures conditions de sécurité,
- Mettre à la disposition un interlocuteur habilité à fournir tout renseignement utile sur les locaux.

ARTICLE 14 : DÉLAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE

Le titulaire devra fournir dans les délais indiqués ci-après les documents suivants visés dans les articles du présent C.C.A.P. ou du C.C.T.P.

Désignation des documents	Délais
a) Le détail des prix	<u>À joindre à l'Acte d'Engagement.</u>
b) Le nombre de salariés affectés aux prestations, par site, et leurs qualifications, ancienneté et coefficient de rémunération	
c) La liste des matériels et leurs fiches de sécurité	
d) La liste des produits avec leur fiche technique	
e) La liste nominative du personnel d'intervention (tenue à jour tout au long de l'exécution du marché).	<u>Huit (8) jours à compter de la notification du marché.</u>
f) Le plan de prévention	<u>Quinze (15) jours à compter de la notification du marché.</u>

ARTICLE 15 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS visé à l'article 3 ci-avant, il pourra être fait application des pénalités suivantes **sans mise en demeure préalable et sans exonération.**

➤ **Omission ou retard de réalisation de la prestation forfaitaire**

Toute absence de plus d'un jour n'ayant pas fait l'objet d'un remplacement entraîne une pénalité de 125 € par fait constaté et non motivé.

De plus, en cas de non-respect de l'effectif minimum proposé par le titulaire dans son offre, une pénalité égale à 150 € sera appliquée par personne manquante et par jour.

➤ **Omission de réalisation des interventions ponctuelles**

La non-réalisation de prestations faisant l'objet d'un bon de commande donnera lieu à l'application d'une pénalité de 100 € par jour de retard, par opération et par site.

➤ **Absence de port de vêtement de travail**

Si les agents du titulaire ne portent pas leur vêtement de travail ou s'ils sont démunis de leurs insignes, une pénalité de 80 € sera appliquée par agent et par jour.

➤ **Défaut d'encadrement**

Le manquement à une consigne ou le comportement inacceptable d'un membre de l'équipe du titulaire, entraîne une pénalité de 100 €.

➤ **Absences aux réunions programmées**

L'absence du représentant du Titulaire aux réunions programmées entrainera une pénalité de 100 €.

➤ **Non prise en compte d'une demande notifiée au Titulaire**

Une pénalité de 120 € sera appliquée en cas de non prise en compte, dans un délai de 48 heures décompté pendant les heures ouvrées, d'une demande notifiée au Titulaire soit dans le cahier de doléances, soit à la suite d'une visite contradictoire, soit à la suite de toute notification effectuée par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission.

➤ **Non-respect du planning des interventions**

Une pénalité de 150 € sera appliquée en cas de non-respect du planning des interventions et ce, par jour calendaire de retard.

➤ **Non-respect de l'obligation de signer un bon de passage pour les interventions à la demande**

Une pénalité de 80 € sera appliquée en cas de non-respect de l'obligation de signer un bon de passage.

➤ **Contrôle contradictoire de la qualité des prestations**

En cas d'absence du Titulaire lors d'un contrôle contradictoire de la qualité des prestations, une pénalité de 100 € sera appliquée.

➤ **Retard dans l'approvisionnement des produits sanitaires et d'hygiène**

Une pénalité de 50 € sera appliquée par jour en cas de non-approvisionnement (ou approvisionnement insuffisant) concernant les produits d'hygiène.

➤ **Retard dans la communication des informations sur l'absence et le remplacement d'un salarié**

Une pénalité de 200 € sera appliquée par jour de retard en cas de non-transmission des informations relatives au remplacement d'un salarié.

➤ **Manquement aux règles de sécurité**

Une pénalité de 150 € sera appliquée en cas de manquement avéré aux différentes règles de sécurité (notamment respect des horaires avant déclenchement des alarmes de sécurité, fermeture à clé des locaux, des volets...).

➤ **Déclenchement d'alarme intempestif ou d'une intervention du prestataire de télésurveillance par la non mise en fonctionnement de l'alarme**

Une pénalité égale aux frais d'intervention de la télésurveillance occasionnées sera appliquée en cas de déclenchement.

Le montant des pénalités est cumulable et sera déduit du montant des prestations à verser au Titulaire.

Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service. Elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA. En cas de manquements répétés, après une mise en demeure adressée au Titulaire par tout moyen permettant de lui donner date certaine, l'organisme se réserve le droit de résilier le marché sans préavis, et sans indemnités ni dommages et intérêts, par tout moyen permettant de donner date certaine.

ARTICLE 16 : CONDITIONS FINANCIERES

16.1 – CONTENU DES PRIX

L'accord-cadre est conclu à prix forfaitaire et unitaires révisables.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement comprendront toutes les dépenses de main d'œuvre, y compris les heures d'encadrement, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Avant la remise de son offre, l'entreprise prendra soin de signaler par écrit à l'Organisme contractant toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou contradictions du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) pour justifier une demande de supplément. Les anomalies, survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure, seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les aléas, qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations sans bouleverser l'économie du marché, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

16.2 – PRESTATIONS DANS LE CADRE DE FORFAITS

Il est fixé un prix forfaitaire mensuel par site pour chacune des prestations suivantes :

- Nettoyage classique bureaux (mardi et jeudi) et espaces communs (prestations quotidiennes, hebdomadaires, mensuelles, semestrielles, annuelles, selon le volume horaire exigé par l'Organisme contractant). La décomposition de ce forfait est établie selon les cadres fournis dans l'Acte d'Engagement pour chaque site.

Ce prix forfaitaire mensuel inclut aussi bien les heures d'exécution que les heures d'encadrement indiquées par le Titulaire, ainsi que, l'alimentation quotidienne en fournitures sanitaires (essuie-mains jetables, papiers hygiéniques, savons liquides, sacs poubelles, diffuseur de parfum, gel hydroalcoolique) pour chaque site.

La décomposition des prix incluse dans l'Acte d'Engagement sera utilisée, sans qu'il y ait lieu de conclure un Avenant, en cas de changement des surfaces ou de changement dans la nature des sols pendant la durée de validité du marché.

16.3 – PRESTATIONS HORS FORFAIT

Les interventions hors forfait pourront être les suivantes :

- Prestations supplémentaires à la demande en application du bordereau de prix unitaires.

Ces interventions hors forfait décrites au C.C.T.P feront l'objet de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'organisme contractant, en application du bordereau de prix unitaires inclus dans l'Acte d'Engagement.

- Prestations supplémentaires à la demande hors bordereau.

Les prestations hors forfait et ne faisant pas l'objet de prestations décrites dans la décomposition des prix et au bordereau de prix unitaires seront exécutées après acceptation d'un devis du titulaire et émission d'un bon de commande de la part de l'Organisme.

16.4 – REVISION DES PRIX

Les prix sont établis en euros, aux conditions économiques du mois d'octobre 2025, mois de la remise des offres. Ils seront majorés de la TVA au taux en vigueur, soit 20 %.

Les prix seront fermes et non révisables jusqu'à la fin du mois de juin 2026.

Au-delà, ces prix feront ensuite l'objet de révisions semestrielles au 1er janvier et au 1er juillet de chaque année dans les conditions prévues pour les Marchés Publics par le décret n° 79-992 du 23 novembre 1979 de telle sorte que les prix révisés soient fermes pour toute la durée du semestre civil.

La révision en hausse ou en baisse sera calculée par application de la formule indiquée ci-après qui tient compte du niveau moyen de mécanisation et d'encadrement nécessaire pour le nettoyage des locaux, objets du marché.

Les valeurs d'origine restent celles correspondantes au mois d'établissement des prix (octobre 2025) (IO).

Les valeurs finales seront celles d'Octobre pour la révision de Janvier de l'année suivante et celles du mois d'Avril pour la révision du mois de Juillet (IR).

La formule comporte une partie fixe de 10 % pour tenir compte des progrès de productivité qui résultent de la répétition des travaux, de la stabilité du personnel, de son adaptation aux conditions spécifiques du local et de l'allègement des charges d'encadrement qui en découlent.

Le prix révisé est obtenu par application de la formule ci-après avec arrondissement le cas échéant au millième inférieur.

Cette formule de révision est la suivante :

$$Pr = Po \times 0,10 + 0,90 \left(0,15 \times \frac{FSD1\ r}{FSD1o} + 0,85 \times \frac{ICH-N\ r}{ICH-N\ o} \right)$$

Dans laquelle :

Pr = prix révisé

PO = prix d'origine pour la première révision, prix précédents pour les révisions suivantes.

ICH-N o = Indice du coût horaire du travail indice révisé « Activités de services administratifs et de soutien », valeur pour le mois d'établissement des prix.

ICH-N r = même indice, dernière valeur connue au moment de la révision.

FSD1_o = indice des frais et salaires divers, (modèle de référence 1), valeur du mois d'établissement des prix

FSD1 r = indice des frais et services divers, (modèle de référence 1), dernière valeur connue au moment de la révision.

Dès que la valeur des indices est connue, le titulaire sollicite l'application semestrielle de la formule et présente au pouvoir adjudicateur le calcul des prix révisés. Le calcul et la notification de la révision incombent au titulaire. Il ne sera pas fait de rappel. La révision ne pourra en outre s'appliquer de façon rétroactive mais uniquement à partir de la facturation mensuelle suivante.

16.5 – **CLAUSE BUTOIR**

Dans la mesure où au cours d'une période de douze mois les prix ainsi révisés viennent à dépasser le seuil de 5 % annuel, par rapport aux prix précédemment pratiqués, la révision globale sur l'année sera limitée à ce pourcentage.

ARTICLE 17 : LIQUIDATION DES DEPENSES

17.1 : FACTURATION

La facturation des prestations s'effectuera après service rendu.

Pour **les entretiens répétitifs**, le montant à facturer est celui du forfait mensuel, éventuellement révisé, la Caf déduisant, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 15.

Pour **les demandes ponctuelles, commandées dans le cadre du bordereau de prix unitaires**, le montant à facturer résulte de l'application des prix unitaires dudit bordereau.

Pour les **demandes ponctuelles émises suite à l'acceptation d'un devis**, le montant à facturer résulte de l'application des prix unitaires dudit devis.

Les factures seront émises par site.

Les factures peuvent être déposées sur le portail internet Chorus Pro du ministère des Finances : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le titulaire devra renseigner le SIRET de la CAF concernée ainsi que le n° d'engagement (numéro du bon de commande ou à défaut en l'absence de bon de commande, le numéro de marché attribué par la CAF93).

Chaque facture comportera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les noms et adresse du créancier,
- Le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement,
- Le numéro et la date du Marché, ainsi que la date et le numéro du bon de commande,
- Le descriptif de la prestation,
- Le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement remis à jour,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total des prestations,
- La date.

Le titulaire devra renseigner le SIRET de la CAF concernée, qui sera communiqué sur simple demande.

Il est rappelé que le portail Chorus Pro n'est destiné qu'à la transmission des seules factures respectant les éléments portés dans le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique date d'émission de la facture, désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture, référence de l'engagement ou de la

commande, quantité et détermination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés, etc. Il permet notamment la possibilité de consulter à tout moment l'état d'avancement du traitement de la facture.

Les factures ne sont adressées par le Titulaire qu'après exécution des prestations.

Les intérêts éventuellement dus par les organismes pour retard de paiement ne sauraient courir qu'à partir de l'expiration du délai global d'exécution des prestations qui commence à la date de réception effective de la facture et éventuellement après vérification s'il s'agit d'une facture litigieuse.

17.2 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

À réception de la facture du titulaire, et sous réserve de conformité de cette demande de paiement aux éléments ci-dessus mentionnés, l'organisme dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour opérer le règlement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne, augmenté de huit points.

17.3 : MODALITES DE PAIEMENT

L'Organisme contractant se libérera des sommes dues en exécution du présent marché, par virement en euros, en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

17.4 : TAXES

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'encaissement ou de débit suivant l'option du fournisseur. La T.V.A. est actuellement fixée au taux de 20 %.

ARTICLE 18 : RESPONSABILITE – ASSURANCE

18.1 : RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGES

Pendant toute la durée de l'accord cadre, le Titulaire sera tenu responsable des dommages corporels, matériels et immatériels que ses préposés et lui-même pourraient causer aux personnes et aux biens dans le cadre de leurs activités.

18.2 : ASSURANCES

Le Titulaire du marché doit être couvert auprès d'une compagnie d'assurances notoirement connue par un ou des contrats d'assurances en cours de validité le garantissant lui et ses préposés, pour toutes les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités en cas d'accidents, de dommages et pertes d'exploitation causés par la conduite des prestations et prestations ou par les modalités de leur exécution.

Une attestation d'assurances indiquant la nature, le montant et la durée des garanties sera jointe à l'offre. De plus, à tout moment, durant l'exécution des obligations, l'Organisme pourra demander au Titulaire de lui produire son attestation d'assurances précitée. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 19 : SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Conformément aux dispositions de l'article 24-1 du CCAGFCS, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAGFCS.

ARTICLE 20 : RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas où le Titulaire **ne respecterait pas ses obligations**, le présent marché pourra être résilié de plein droit si le titulaire n'apportait pas remède à son manquement dans un délai maximum de huit (8) jours à compter de la réception d'une mise en demeure adressée par tout moyen permettant de donner date certaine, restée sans effet.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où **les locaux dans lesquels l'organisme contractant exerce son activité viendraient à être restitués, vendus, remplacés, détruits, totalement ou partiellement, il pourra immédiatement résilier tout ou partie des prestations concernées**, par tout moyen permettant de donner date certaine, moyennant un préavis de 8 (huit) jours, sans que cette résiliation puisse ouvrir droit à une indemnité pour le titulaire.

De plus, conformément à l'article 41 du CCAG-FCS, la résiliation du marché pourra être prononcée au tort de l'exploitant, sans aucune indemnité, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, au cas où par négligence, incapacité ou mauvaise foi, le titulaire ne remplirait pas les obligations du marché, et aussi dans tous les cas où il aurait tenté de tromper l'Organisme sur la qualité des fournitures et des prestations.

ARTICLE 21 : REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES À CARACTERE PERSONNEL

Les parties respectent les obligations leur incombant en vertu de la réglementation en vigueur applicable au **traitement de données à caractère personnel** et, en particulier le règlement UE n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Les **données à caractère personnel** s'entendent comme toute donnée permettant d'identifier directement ou indirectement une **personne physique**.

Le traitement de données à caractère personnel s'entend comme toute opération, ou ensemble d'opérations, portant sur de telles données (collecte, enregistrement, organisation, conservation, adaptation, modification, extraction, consultation, utilisation, communication par transmission diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, rapprochement ou interconnexion, verrouillage, effacement ou destruction, ...) quel que soit le procédé utilisé (manuel ou informatisé).

La CAF a mis en place un **système de contrôle d'accès à ses locaux par badge non biométrique**. Afin de permettre un accès sécurisé à ses locaux, le Titulaire autorise la CAF à traiter **les données à caractère personnel de ses employé.e.s travaillant sur les sites de la CAF**.

La **base légale** du traitement est l'intérêt légitime (article 6.1.f du RGPD) : la CAF doit assurer la sécurité et la sûreté des personnes présentes sur ses sites.

Les **informations traitées** sont :

- Nom, prénom, photographie.
- Numéro de badge.
- Date et heure d'entrée et de sortie.

La **finalité du traitement** est la gestion des autorisations d'accès aux locaux de la CAF.

La **catégorie de personnes** concernées est **toute personne travaillant dans les locaux de la CAF pour le compte du Titulaire** et d'une façon générale toute personne physique identifiable figurant dans le fichier constitué.

Destinataires des données : les personnes habilitées gérant la sécurité et la gestion des accès aux locaux.

Durée de conservation des données : tant que la personne intervient sur les sites en tant qu'employé.e de ménage.

La CAF s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la **finalité** qui fait l'objet du traitement,
2. Garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché et veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel soient liées par des obligations de confidentialité contraignantes et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
3. Prendre les **mesures techniques et organisationnelles** pour protéger les données à caractère personnel des employés contre tout traitement non autorisé ou illicite, ainsi que contre toute perte, destruction, altération, dommage, modification ou divulgation non autorisée.
4. **Informier immédiatement** par écrit le Titulaire sous un délai de 24 heures de toute **divulgation, perte, destruction, compromission, dommage, modification ou vol avéré(e), allégué(e)** ou potentiel(le) des données à caractère personnel des employés. Cette information est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (CNIL).
5. **Exercice des droits des personnes** : les personnes concernées peuvent accéder aux données ou demander leur effacement, disposent d'un droit d'accès, de rectification.
6. **Mesures de sécurité** : l'organisme contractant s'engage à mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la conservation, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique. Il prend toutes les mesures nécessaires et conservatoires permettant d'éviter tout détournement et utilisation frauduleuse des fichiers et de leurs informations au cours de l'exécution du marché.

Sort des données : à la résiliation ou à l'expiration du marché, l'organisme contractant supprimera rapidement l'ensemble des données à caractère personnel et procédera à la destruction de tous les fichiers de travail tenus manuellement ou informatisés stockant les informations saisies.

ARTICLE 22 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-46 à R 2191-62 du code de la commande publique. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R 2191-60 dudit code est le Directeur de l'organisme ou son représentant habilité.

ARTICLE 23 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, à son relevé d'identité bancaire, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire. Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à l'Organisme contractant par le Titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 24 : DECLARATIONS REGLEMENTAIRES

Le titulaire déclare sur l'honneur s'engager à assurer le respect des dispositions prévues aux articles L 2141-1 et suivants du code de la commande publique, et ce tout au long de la période d'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 25 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

Le Titulaire s'engage à fournir **spontanément tous les six mois** et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne (pas d'envoi par mail) mise à sa disposition par l'organisme contractant, gratuitement, sur le site internet dédié qui lui sera communiqué à la notification du marché. Faute de produire les documents précités, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 26 : LANGUE

Les correspondances et tous documents relatifs au marché sont émis en Français.

ARTICLE 27 : LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litiges nés du présent marché qui ne pourraient être réglés par voie d'arbitrage, la juridiction compétente sera celle dont relève l'Organisme contractant.

ARTICLE 28 : DEROGATIONS

Il est fait dérogation article 15 du CCAP à l'article 14 du CCAG-FCS concernant les pénalités pour retard.